

## CONVOCATIONS

### ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

#### LISI

Société Anonyme au capital de 21 572 988 €  
Siège social : Le Millenium – 18 rue Albert Camus – CS 70431 – 90008 BELFORT Cedex  
536 820 269 R.C.S. BELFORT

#### Avis de réunion

Mesdames, Messieurs, les actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le 23 avril 2014 à 15 heures, au siège social LISI AEROSPACE, Central Seine, 46-50 Quai de la Râpée, CS 11 233, 75583 PARIS CEDEX 12, afin de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

#### Ordre du jour

##### De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Examen et approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;
- Approbation des conventions visées aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce ;
- Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes ;
- Affectation des résultats ;
- Renouvellement du mandat d'administrateurs ;
- Nomination de nouveaux administrateurs ;
- Avis sur la rémunération attribuée au Président Directeur Général au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013 ;
- Avis sur la rémunération attribuée au Vice-Président Directeur Général délégué au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013 ;
- Fixation du montant des jetons de présence ;
- Autorisation de rachat par la société de ses propres actions ;

##### De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Modification de la durée des mandats des administrateurs et mise à jour de l'article 10 des statuts ;
- Division de la valeur nominale des actions et mise à jour de l'article 6 des statuts ;
- Pouvoirs ;
- Questions diverses.

#### Projet de résolutions

##### De la compétence de l'assemblée générale ordinaire

**Première résolution** – *Approbation des comptes sociaux* — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2013 tels qu'ils ont été présentés, faisant apparaître un bénéfice de 20 550 519 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale approuve notamment les dépenses effectuées au cours de l'exercice écoulé, ayant trait aux opérations visées à l'article 39-4 du Code Général des impôts, pour un montant global de 16 703 €.

**Deuxième résolution** – *Approbation des comptes consolidés* — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés établis conformément aux dispositions des articles L.233-16 et suivants du Code de commerce au 31 décembre 2013, faisant ressortir un bénéfice de 74 638 924 €.

**Troisième résolution** – *Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce* — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, approuve les éléments indiqués dans ce rapport.

**Quatrième résolution** – *Quitus aux Administrateurs* — L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion aux Administrateurs en ce qui concerne l'exercice 2013, et de leur mandat aux Commissaires aux Comptes.

**Cinquième résolution** – *Affectation du résultat* — L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice :

bénéfice de l'exercice, soit la somme de	20 550 519 €
augmenté du report à nouveau qui s'élève à la somme de	61 152 213 €
<b>Soit, au total</b>	<b>81 702 732 €</b>

constitue le bénéfice distribuable, que le Conseil d'Administration propose de répartir ainsi :

aux actionnaires, à titre de dividendes, la somme de 1,70 € par action,	
soit la somme de	18 337 039,80 €
qui sera mise en paiement le 7 mai 2014	
au compte report à nouveau, le solde,	
soit la somme de	63 365 692,20 €
étant précisé que ce poste sera augmenté du montant des dividendes afférents aux actions possédées par la Société à la date de détachement du coupon.	

Le dividende revenant à chaque action est de 1,70 €. Le montant du dividende éligible à la réfaction de 40 % visée à l'article 158-3-2° du CGI pour les actionnaires y ayant droit est de 1,70 €.

En outre, l'Assemblée Générale reconnaît qu'il lui a été rappelé que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes, par action :

Exercice clos le 31 décembre 2010 : dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 1,05 €  
 Exercice clos le 31 décembre 2011 : dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 1,30 €  
 Exercice clos le 31 décembre 2012 : dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 1,40 €

Nous vous rappelons que le délai de versement des dividendes est de 9 mois à compter de la date de clôture et le délai de prescription des dividendes non réclamés est de 5 ans à compter de la date de mise en paiement.

**Sixième résolution** – *Renouvellement du mandat d'un administrateur* — L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'Administrateur de Monsieur Eric ANDRE pour une durée de quatre années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017.

**Septième résolution** – *Renouvellement du mandat d'un administrateur* — L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'Administrateur de Madame Lise NOBRE pour une durée de quatre années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017.

**Huitième résolution** – *Nomination d'un nouvel administrateur* — L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide de nommer en qualité d'administrateur :

Madame Capucine ALLERTON  
 Demeurant 86 Grange Road - DORRIDGE - SOLIHULL B938QX (ANGLETERRE)

en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de quatre années, qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017.

**Neuvième résolution** – *Nomination d'un nouvel administrateur* — L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide de nommer en qualité d'administrateur :

Madame Marie Hélène RONCORONI  
 Demeurant 27, rue Erlanger - 75016 PARIS

en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de quatre années, qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017.

**Dixième résolution** – *Nomination d'un nouvel administrateur* — L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide de nommer en qualité d'administrateur :

Madame Isabelle CARRERE  
 Demeurant 40av Pierre Brossolette - 94300 VINCENNES

en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de quatre années, qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017.

**Onzième résolution – Fixation du montant des jetons de présence** — L'assemblée générale fixe le montant annuel des jetons de présence à répartir entre les administrateurs à la somme de 258 000 €.

Ce montant restera applicable à compter de l'année 2014 et jusqu'à décision contraire de l'Assemblée Générale.

**Douzième résolution – Avis sur la rémunération attribuée au Président Directeur Général au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013** — L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du 24.3 du code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef qui constitue le code de référence de la société prévu à l'article L.225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013 à Monsieur Gilles KOHLER, Président Directeur Général, tels que présentés dans le document de référence.

**Treizième résolution – Avis sur la rémunération attribuée au Vice-Président - Directeur Général Délégué au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013** — L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du 24.3 du code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef qui constitue le code de référence de la société prévu à l'article L.225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013 à Monsieur Emmanuel VIELLARD, Vice -Président - Directeur Général Délégué, tels que présentés dans le document de référence.

**Quatorzième résolution – Programme de rachat d'actions** — L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et pris connaissance des éléments figurant dans le descriptif du programme :

— annule l'autorisation d'achat donnée le 25 Avril 2013 ;

— autorise, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'Administration, à procéder, par tous moyens, à des rachats de ses propres actions, représentant jusqu'à 10 % du capital social de la société, correspondant à 1 078 649 actions, à l'exception de l'acquisition d'actions destinées à la conservation et la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe dont le nombre total sera limité à 5 % du capital soit 539 324 actions ;

— décide que les actions acquises auront les utilisations suivantes :

- l'animation sur le marché du titre par un Prestataire de Services d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- consentir des options d'achat d'actions ou des attributions gratuites d'actions aux salariés et mandataires sociaux de la société et/ou de son Groupe ;
- la conservation et la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- l'annulation des titres acquis sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée ultérieurement.

L'acquisition ou la cession des titres pourront être effectuées par tous moyens et à toute époque, et ce dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou hors marché, y compris par l'utilisation d'instruments dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré.

La société s'engage à rester en permanence dans les limites fixées par l'article L.225-209 du Code de commerce.

Cette autorisation s'appliquera dans les conditions suivantes :

- la société ne pourra pas acheter ses propres actions à un prix supérieur à 200 € hors frais d'acquisition,

Le montant maximal que LISI SA est susceptible de payer dans l'hypothèse d'achats au prix maximal fixé par l'Assemblée, soit 200 €, s'élèvera à 154 867 000 €.

Cette autorisation est valable pour une durée de 18 mois, à compter de la présente Assemblée.

— donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation et dans les limites décidées ci-avant, pour passer tous ordres en Bourse, conclure tous accords en vue d'effectuer toutes formalités, toutes déclarations auprès de tous organismes, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

### De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

**Quinzième résolution – Modification de la durée des mandats des administrateurs** — L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide de limiter la durée des mandats des administrateurs à quatre années à compter de ce jour et en conséquence de modifier l'article 10 des statuts de la manière suivante :

Article 10 – Conseil d'administration

1° - Composition

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et au plus du nombre maximum de membres autorisés par la loi, nommés par l'assemblée générale des actionnaires et qui peuvent être révoqués par elle.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat.

La durée des fonctions des administrateurs est de quatre années. Ils sont toujours rééligibles.

Conformément à la loi, le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonction.

Le reste de l'article demeure inchangé

**Seizième résolution – Divisions de la valeur nominale des actions** — L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de ramener le montant nominal de chaque action de DEUX (2) euros à QUARANTE (40) Cents.

Il est créé CINQUANTE TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX (53 932 470) actions d'une valeur nominale de 40 Cents en remplacement des DIX MILLIONS SEPT CENT QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATORZE (10 786 494) actions existantes.

Il sera échangé 5 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,40 € pour 1 action ancienne de 2 €. Les actions nouvelles à émettre par suite de la division du nominal conféreront à leurs titulaires les mêmes droits que les actions anciennes émises à l'échange.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts de la manière suivante :

#### Article 6 - Capital Social -

Le capital social est fixé à la somme de VINGT ET UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE DOUZE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT HUIT EURO (21 572 988 €).

Il est divisé en CINQUANTE TROIS MILLIONS NEUF CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX (53 932 470) actions de QUARANTE CENTS (0,40 €) chacune, entièrement libérées et de la même catégorie.

**Dix-septième résolution – Formalités** — L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités, ainsi que tous dépôts et publications prescrits par la loi.

#### A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut aussi se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix (article L.225-106 du Code de commerce).

Conformément à l'article R.225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce), au troisième jour précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers (ou le cas échéant par voie électronique) dans les conditions prévues à l'article R.225-85 du Code de commerce (avec renvoi de l'article R.225-61 du même code), en annexe :

- du formulaire de vote à distance ;
- de la procuration de vote ;
- de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au troisième jour précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

#### B) Mode de participation à l'Assemblée Générale

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- **pour l'actionnaire nominatif** : se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ou demander une carte d'admission à BNP PARIBAS Securities Services, – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.
- **pour l'actionnaire au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée, à leur conjoint ou partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ou à une autre personne pourront :

- **pour l'actionnaire nominatif** : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : BNP PARIBAS Securities Services, – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.
- **pour l'actionnaire au porteur** : demander ce formulaire auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée. Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et renvoyé à l'adresse suivante : BNP PARIBAS Securities Services, - CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par la société ou le Service Assemblées Générales de BNP Paribas Securities Services, au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R.225-81 et R.225.83 du Code de commerce par demande adressée à BNP PARIBAS Securities Services, – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- **pour les actionnaires au nominatif pur** : en envoyant un email revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com](mailto:paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com) en précisant le Nom de la Société concernée, la date de l'Assemblée, leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant auprès de BNP PARIBAS Securities Services ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué ;
- **pour les actionnaires au nominatif administré ou au porteur** : en envoyant un email revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com](mailto:paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com) en précisant le Nom de la Société concernée, la date de l'Assemblée, leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ; puis, en demandant à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à BNP PARIBAS Securities Services – CTS, Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'assemblée, à 15h00 (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard 3 jours calendaires avant la date de l'Assemblée.

Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

### **C) Questions écrites et demande d'inscription de projets de résolution par les actionnaires**

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R.225-71 du Code de commerce doivent parvenir au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : LISI Le Millenium 18 rue Albert Camus 90008 BELFORT Cedex , dans un délai de 25 jours (calendaires) avant la tenue de l'Assemblée Générale, conformément à l'article R.225-73 du Code de commerce. Les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

L'examen de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au troisième jour précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Chaque actionnaire a la faculté d'adresser au Conseil d'administration, lequel répondra en séance, les questions écrites de son choix.

Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante LISI Le Millenium – 18 rue Albert Camus 90008 BELFORT Cedex. Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale.

### **D) Droit de communication des actionnaires**

Tous les documents et informations prévues à l'article R.225-73-1 du Code de commerce peuvent être consultés sur le site de la société : [www.lisi-group.com](http://www.lisi-group.com) à compter du vingt et unième jour précédent l'Assemblée soit le 2 avril 2014.

*Le Conseil d'administration.*

**1400452**